



MÉMOIRE DE QUESCREN

Au ministre de la Langue française, M. Jean-François Roberge,
dans le cadre de la Consultation pour alimenter la réflexion sur
l'avenir de la langue française

Vers une politique linguistique inclusive : Les Québécois d'expression anglaise et l'avenir de la langue française

Avril 2023

Lorraine O'Donnell, Ph.D.

Professeure adjointe affiliée à l'École des affaires publiques et communautaires,
attachée de recherche et conseillère principale

et

Patrick Donovan, Ph. D.

Attaché de recherche et conseiller





Modèle de conception : Audrey Wells
Révision linguistique : Marie-Christine Comeau
Mise en page : Fabian Will



Les opinions exprimées dans le présent mémoire ne représentent pas nécessairement celles de nos partenaires financiers.

Le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise, le gouvernement du Canada, l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques et l'Université Concordia apportent un soutien financier à QUESCREN.

Table des matières

Sommaire de gestion — Liste des recommandations	1
Objectif du mémoire	2
À propos de QUESCREN	2
Situation : une autre façon de voir le statut du français au Québec	3
Nos réponses à certaines questions proposées par le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française	6
Question 1 : Quelles sont les pratiques porteuses pour favoriser l'accueil et l'intégration en français des personnes immigrantes au Québec?	6
Question 2 : Quelles conditions gagnantes permettraient de faire du français la langue normale et habituelle des affaires et du développement économique?	7
Questions 3 et 4 : Quelles sont les pratiques porteuses pour accroître la consommation et la découvrabilité des produits culturels francophones, notamment chez les jeunes? Et quelles sont les pratiques porteuses pour accroître la maîtrise de la langue française des élèves et des étudiantes et étudiants québécois?	8
Question 7 : Compte tenu des caractéristiques uniques de la région métropolitaine de Montréal et de la région de l'Outaouais, quelles sont les mesures porteuses pour assurer la pérennité et l'avenir de la langue française?	10
Besoins de recherche	12
Conclusion	13
Bibliographie	14

Sommaire de gestion —

Liste des recommandations

RECOMMANDATION N° 1 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec prennent en considération, dans leurs données statistiques sur le statut de la langue française, les Québécois plurilingues qui parlent français, et soulignent leurs apports à la vitalité du français afin de promouvoir une compréhension nuancée des réalités linguistiques et, par le fait même, la cohésion sociale.

RECOMMANDATION N° 2 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec reconnaissent et appuient les initiatives du secteur communautaire de langue anglaise qui facilitent l'intégration et encouragent les immigrants à apprendre le français et, par conséquent, à s'intégrer pleinement à la société québécoise.

RECOMMANDATION N° 3 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec honorent l'engagement pris en 1977 par Camille Laurin, auteur de la Charte, d'étendre l'enseignement du français à tous les Québécois anglophones afin d'assurer leur pleine inclusion dans le marché du travail québécois. Nous recommandons que cela se fasse conformément aux recommandations formulées par la Table ronde provinciale sur l'emploi dans son rapport intitulé Programmes de francisation de la main-d'œuvre au Québec.

RECOMMANDATION N° 4 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec préconisent et fournissent des ressources pour renforcer l'enseignement en français dans le continuum du secteur de l'éducation en anglais et soutenir des initiatives permettant le développement d'interactions et de relations positives entre les élèves francophones et anglophones.

RECOMMANDATION N° 5 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec assurent la promotion du français de manière positive en valorisant le multilinguisme et les pratiques langagières des Québécois d'expression anglaise, des allophones et des jeunes afin de les encourager à demeurer des alliés du français. À cette fin, il est recommandé de fournir une formation aux enseignants des secteurs francophone et anglophone afin de les aider à créer un environnement d'apprentissage inclusif.

RECOMMANDATION N° 6 :

Qu'afin de bâtir une véritable alliance pour l'épanouissement du français, le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec encouragent et, dans la mesure du possible, soutiennent la création et la diffusion de recherches sur les sujets suivants : les meilleures pratiques pour accroître la maîtrise du français au sein de certains membres de la minorité d'expression anglaise à travers le Québec; les pratiques efficaces en matière d'éducation inclusive; les programmes de jumelage scolaire interculturels; et les moyens de promouvoir le vivre-ensemble.

Objectif du mémoire

Le présent mémoire est à l'attention de M. Jean-François Roberge, ministre de la Langue française, à titre de président du Groupe d'action pour l'avenir de la langue française, dont les cinq autres membres permanents sont :

- la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Mme Christine Fréchette;
- le ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Jeunesse, M. Mathieu Lacombe;
- la ministre de l'Enseignement supérieur, Mme Pascale Déry;
- le ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville;
- la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre responsable de la Condition féminine, Mme Martine Biron.

Ce mémoire a pour objectif de présenter des idées et des recommandations visant à éclairer le Groupe dans ses travaux. Les auteurs sont des chercheurs du Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise (QUESCREN), un centre de recherche à l'Université Concordia. Leur expertise découle de leur connaissance globale des recherches portant sur les anglophones au Québec. Les recommandations formulées dans ce mémoire seront donc fondées sur une analyse de la recherche.

À propos de QUESCREN

La création du Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise (QUESCREN) remonte à 2009. Il s'agit d'un réseau de collaboration constitué de chercheurs, d'intervenants, de membres d'établissements d'enseignement et d'autres organismes, et dont le siège se trouve à l'Université Concordia, à Montréal. QUESCREN se consacre à améliorer la compréhension des communautés minoritaires d'expression anglaise du Québec et à renforcer leur vitalité.

Deux professeurs de l'Université Concordia, Chedly Belkhdja et Brian Lewis, co-dirigent QUESCREN. L'équipe compte actuellement huit membres, dont trois attachés de recherche, notamment les auteurs du présent mémoire.

Les activités de QUESCREN comprennent notamment :

- la recherche et la publication de travaux;
- la mobilisation de connaissances à l'aide d'événements, d'outils de recherche en ligne, de bulletins d'information, de vidéos d'événements et des médias sociaux;
- la mise en réseau du secteur de l'éducation en langue anglaise par l'intermédiaire de notre Table d'éducation interordres;
- le développement et le soutien de notre réseau de 68 chercheurs-membres issus de collèges, d'universités et d'autres organismes du Québec, du Canada et d'ailleurs;
- la gestion de projets de recherche et de développement communautaires à partenaires multiples;
- la formation d'étudiants.

Situation : une autre façon de voir le statut du français au Québec

Selon le site Web de la consultation, les données les plus récentes de Statistique Canada démontrent que la présence du français au Québec diminue. Pour étayer ce constat, des statistiques sont fournies sur la réduction de la proportion de personnes résidant au Québec dont la langue maternelle est le français, de foyers québécois où le français est la langue principale et de Montréalais qui utilisent le français comme langue principale à la maison¹.

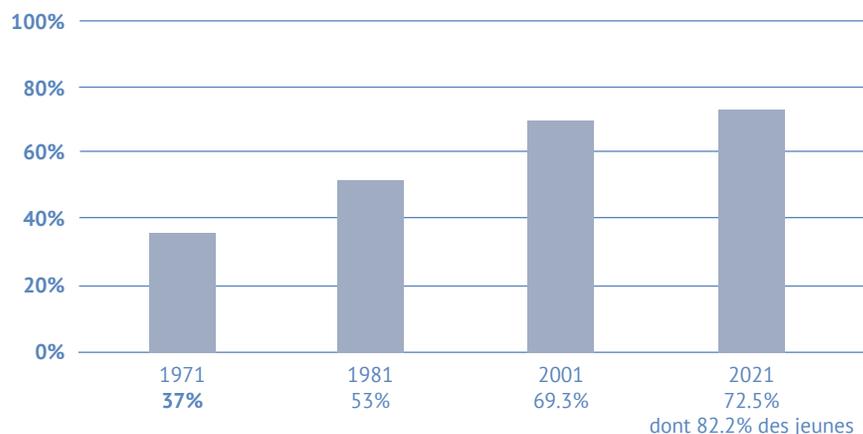
Nous ne remettons pas en question la validité de ces statistiques, mais nous rejoignons l'avis de plusieurs chercheurs qui estiment qu'elles dressent un portrait incomplet de la situation du français au Québec. Selon trois chercheurs de l'Université Laval, il importe de reconnaître davantage la contribution des Québécois plurilingues à la vitalité du français dans les statistiques officielles². D'autres chercheurs affirment que des indicateurs statistiques plus larges et inclusifs font même disparaître le déclin apparent du français, du moins pour la période allant jusqu'à 2016. Ils ajoutent que des politiques valorisant un multilinguisme avec le français comme langue publique commune sont plus susceptibles d'être porteuses et efficaces que des approches qui ne valorisent que le français comme langue maternelle ou principale³.

En d'autres mots, à notre avis, il est approprié d'engager les minorités dans la défense de la langue française plutôt que de suggérer, à l'aide de statistiques par exemple, qu'ils sont en quelque sorte en dehors de cette question importante.

Plusieurs données statistiques démontrent que **les minorités anglophones et allophones québécoises constituent déjà des alliées dans la lutte pour assurer l'avenir du français au Québec.**

- 1 Gouvernement du Québec, « L'avenir de la langue française : Consultation pour alimenter la réflexion sur l'avenir de la langue française – Présentation », 2023.
- 2 Richard Marcoux et coll., « Le plurilinguisme des immigrants francophones que l'on ignore », 2023.
- 3 Alex Arsénault Morin et Vincent Geloso, « Multilingualism and the decline of French in Quebec », 2020.

Tableau 1 : Pourcentage de la population de langue maternelle anglaise au Québec capable de soutenir une conversation en français (1971, 1981, 2001 et 2021)



Sources : Statistique Canada, Recensement 2021, tableaux 98-10-0178-01 et 98-10-0170-01; Statistique Canada, Recensement 2001, no au catalogue 95F0339XCB2001009; Rudin, *The Forgotten Quebecers*.

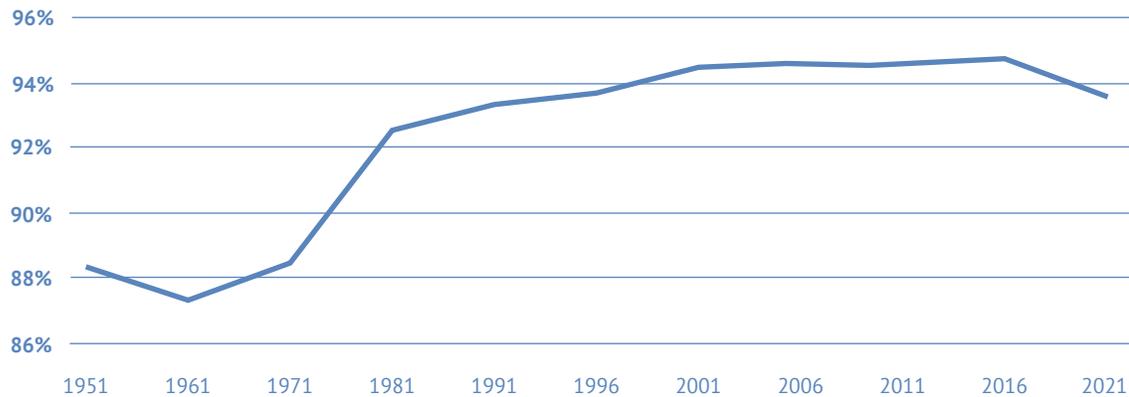
Comme le montre le tableau 1, la grande majorité des Québécois de langue maternelle anglaise parle également français; un pourcentage qui augmente depuis plus de 50 ans. Ce pourcentage devrait continuer à augmenter si le Québec parvient à retenir ses jeunes anglophones, puisque 82,2 % d'entre eux, en 2021, étaient capables de soutenir une conversation en français. Ces données démontrent que les anglophones qui sont restés au Québec se sont bien adaptés et continuent de le faire.

De plus, le Québec a réussi à intégrer des centaines de milliers d'immigrants au fil des années. Au cours des dernières décennies, notamment depuis l'adoption de la *Charte de la langue française* (la « Charte »), la majorité des immigrants apprennent le français. Il ressort des statistiques que **62 % des immigrants arrivés après 1980 parlent français souvent ou régulièrement à la maison, comparativement à 48,7 % de ceux arrivés avant 1980**. Puisque leurs enfants sont scolarisés en français en vertu de la Charte, ce pourcentage augmente au fil des générations. Nous considérons qu'il s'agit là d'une réussite en matière d'immigration.

Les efforts déployés par les anglophones et les allophones ont entraîné un accroissement à long terme de la population capable de soutenir une conversation en français. Comme l'illustre le tableau 2, le pourcentage de Québécois qui parlent français est passé d'aux alentours de 88 % avant les années 1970 pour ensuite atteindre un plateau qui oscille entre 93 % et 95 % depuis 1991. Selon le sociologue Jean-Pierre Corbeil, le léger déclin observé depuis 2016 pourrait être attribuable à la hausse importante d'immigrants temporaires au cours des dernières années; plusieurs apprendront éventuellement le français s'ils restent au Québec⁴.

4 Anne-Marie Provost, « Le français poursuit son déclin au Québec comme au Canada », 2022.

Tableau 2 : Connaissance du français au Québec en pourcentage de la population totale, 1951-2021



Source : Statistique Canada, tableau 15-10-0004-01 Population selon la connaissance des langues officielles et la géographie, 1951 à 2021⁵.

Cette tendance générale à la hausse quant à la connaissance du français démontre, entre autres, l'influence positive et durable de la Charte sur la vitalité linguistique, malgré toutes les modifications qui l'ont altérée (ou affaiblie, selon certains) depuis son adoption en 1977.

Nous sommes d'avis qu'une diffusion plus large de ces données positives ainsi que du récit d'intégration qui y est associé pourrait contribuer à renforcer la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance de tous les Québécois. La reconnaissance des minorités en tant que partenaires actifs ne peut que favoriser la croissance du français au Québec.

RECOMMANDATION N° 1 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec prennent en considération, dans leurs données statistiques sur le statut de la langue française, les Québécois plurilingues qui parlent français, et soulignent leurs apports à la vitalité du français afin de promouvoir une compréhension nuancée des réalités linguistiques et, par le fait même, la cohésion sociale.

Nos réponses à certaines questions proposées par le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française

Cette section offre des réponses à certaines questions de l'appel de mémoire⁶.

Question 1 : Quelles sont les pratiques porteuses pour favoriser l'accueil et l'intégration en français des personnes immigrantes au Québec?

Les communautés d'expression anglaise du Québec jouent un rôle important de passerelle vers le français pour les immigrants qui parlent davantage anglais que français à leur arrivée. Le secteur communautaire anglophone est engagé dans leur accueil afin d'assurer une arrivée en douceur, pour ensuite les encourager à apprendre le français, à s'intégrer dans les structures publiques (de langue française) et ainsi, à participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle du Québec⁷.

L'intérêt des Québécois anglophones à cet égard a été documenté. À titre d'exemple, la professeure Michèle Vatz Laaroussi, spécialiste reconnue de l'immigration, a constaté que « nos premières rencontres avec des acteurs clés de la communauté anglophone des Cantons-de-l'Est montrent leur intérêt et leur souhait à s'ouvrir comme pont pour les nouveaux arrivants vers la collectivité régionale⁸ ».

Il est d'ailleurs facile de voir cet intérêt mis en pratique. Par exemple, le site Web du groupe communautaire Voice of English-speaking Québec comprend une section consacrée aux nouveaux arrivants qui fournit des renseignements sur la façon d'obtenir une formation en français et les services d'Emploi Québec ainsi qu'un glossaire anglais-français⁹.

- 6 Gouvernement du Québec, « L'avenir de la langue française : Consultation pour alimenter la réflexion sur l'avenir de la langue française – Appel de mémoires », 2023.
- 7 Karen Urtnowski et coll., « Immigration, Settlement and Integration in Quebec's Anglophone Communities: A Preliminary Report », 2012.
- 8 Michèle Vatz-Laaroussi, « Les communautés anglophones peuvent-elles constituer une part du capital d'attraction et de rétention des immigrants dans les régions du Québec? », 2010, p. 58.
- 9 Voice of English-speaking Québec, « Newcomers Information ».

Les Québécois d'expression anglaise peuvent donc jouer un rôle clé dans l'accueil et l'intégration des immigrants qui possèdent peu de connaissances, voire aucune, du français. Nous proposons donc que le gouvernement appuie ces initiatives du secteur communautaire anglophone. Cela permettrait non seulement de soutenir ces groupes, mais également de reconnaître les efforts importants et sérieux des Québécois d'expression anglaise et de renforcer la cohésion sociale.

RECOMMANDATION N° 2 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec reconnaissent et appuient les initiatives du secteur communautaire de langue anglaise qui facilitent l'intégration et encouragent les immigrants à apprendre le français et, par conséquent, à s'intégrer pleinement à la société québécoise.

Question 2 : Quelles conditions gagnantes permettraient de faire du français la langue normale et habituelle des affaires et du développement économique?

Comme nous l'avons indiqué dans notre livre portant sur la Charte¹⁰,

la loi 101 a fait du français la langue normale et habituelle du travail dans la fonction publique, les organismes parapublics [...], les communications, le commerce et les affaires. Le gouvernement du Québec a affecté des ressources à l'apprentissage du français chez les immigrants d'âge adulte afin de favoriser leur intégration sociale et en milieu de travail [...]. Il n'y a pas d'équivalent aussi compréhensif et accessible pour les Québécois anglophones adultes qui ne sont pas immigrants, un point récemment soulevé par plusieurs politiciens.

De plus, nous soulignons dans notre livre que cela se fait¹¹

en dépit du fait que le Comité anglophone pour un Québec unifié a proposé une telle formation en 1977 lors des audiences du comité législatif provincial ayant conduit à l'abrogation de la Charte¹². À cette occasion, l'architecte de la Charte – Camille Laurin lui-même – avait signifié son accord avec l'esprit de cette recommandation que le gouvernement assurerait aux anglophones un accès à des cours de francisation, et qu'« il a toujours été dans les intentions du gouvernement d'éviter toute discrimination à l'endroit des travailleurs anglophones pour des raisons linguistiques¹³ » [...].

10 Lorraine O'Donnell et coll., « Conclusion », 2021, p. 491-492.

11 *ibid.*

12 Assemblée nationale du Québec, « Journal des débats de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications : Audition des mémoires sur le projet de loi n° 1 - Charte de la langue française au Québec », 1977.

13 *ibid.*

Ces cours de francisation sont encore nécessaires aujourd'hui. La Table ronde provinciale sur l'emploi (PERT) a signalé que, malgré les progrès dans l'apprentissage du français, « **le français reste un obstacle pour certains Québécois-e-s d'expression anglaise quand il s'agit de réellement s'intégrer sur le marché du travail francophone au Québec** ». PERT a également fait état d'obstacles à l'accès à la formation offerte en français, notamment le coût, le lieu, la facilité d'accès et les critères d'admissibilité. Par conséquent, PERT recommande, dans son rapport, que l'offre et l'accessibilité de cette formation soient assurées¹⁴.

RECOMMANDATION N° 3 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec honorent l'engagement pris en 1977 par Camille Laurin, auteur de la Charte, d'étendre l'enseignement du français à tous les Québécois anglophones afin d'assurer leur pleine inclusion dans le marché du travail québécois. Nous recommandons que cela se fasse conformément aux recommandations formulées par la Table ronde provinciale sur l'emploi dans son rapport intitulé Programmes de francisation de la main-d'œuvre au Québec.

Questions 3 et 4 : Quelles sont les pratiques porteuses pour accroître la consommation et la découvrabilité des produits culturels francophones, notamment chez les jeunes? Et quelles sont les pratiques porteuses pour accroître la maîtrise de la langue française des élèves et des étudiantes et étudiants québécois?

Nous apporterons une seule réponse à ces deux questions.

Le système scolaire de langue anglaise du Québec a fait d'immenses efforts pour assurer l'enseignement de la langue française, notamment par la mise en œuvre de programmes d'immersion en français et l'offre croissante de cours de français à tous les élèves¹⁵.

De plus, des chercheurs et des enseignants ont déployé des efforts novateurs et intéressants dans le but d'améliorer les liens entre les élèves anglophones et la langue, la société et la culture francophone du Québec par le biais de programmes de jumelage interculturels entre élèves anglophones et francophones. Par exemple, le programme « Option-études Châteauguay », conçu par Benoît Côté et ses collègues, a permis à des élèves du secondaire scolarisés dans des conseils scolaires divisés sur le plan linguistique de se réunir dans le cadre d'une expérience commune d'apprentissage d'une seconde langue¹⁶. De plus, la pédagogie de la médiation culturelle au niveau collégial,

14 Provincial Employment Roundtable (PERT), *Programmes de francisation de la main-d'œuvre au Québec*, 2022.

15 Nadine Ciamarra et coll., « Enjeux de l'éducation bilingue dans les écoles anglophones du Québec », 2021.

16 Benoît Côté et coll., « Option-études Châteauguay », 2016.

élaborée par Maria Popica et Philippe Gagné, a favorisé l'établissement de relations positives entre les étudiants des deux groupes linguistiques^{17 18}.

En effet, Popica et Gagné ont constaté que **les perceptions des élèves anglophones à l'égard des francophones et de la langue française sont influencées positivement lorsqu'ils ont des amis francophones et qu'ils parlent français avec eux**¹⁹. Dans le même ordre d'idées, Sara Rubenfeld et ses collègues ont noté que les étudiants universitaires des deux groupes linguistiques avaient une vision plus positive et plus acceptante de l'autre communauté linguistique lorsqu'ils apprenaient la deuxième langue²⁰.

Sur la base de ces résultats, nous supposons que l'amélioration des compétences en français de même que des interactions positives avec les francophones permettront non seulement d'accroître l'apprentissage du français, mais aussi d'augmenter la probabilité que les anglophones entrent en contact avec les produits culturels francophones du Québec et veuillent les consommer.

Cela dit, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'insuffisance des capacités en français demeure un défi pour certains Québécois d'expression anglaise qui souhaitent mieux s'intégrer sur le marché du travail d'ici. De toute évidence, il faut continuer à améliorer le niveau de français des élèves du système de langue anglaise et, conformément aux conclusions de Popica et Gagné, multiplier les occasions pour les élèves anglophones d'avoir des interactions positives avec les élèves francophones.

Les récents efforts du gouvernement se sont concentrés sur les cégeps de langue anglaise. Toutefois, selon nous, il serait utile de déployer davantage d'efforts au primaire et au secondaire. Le secteur scolaire de langue anglaise a besoin des ressources et du soutien du gouvernement afin d'offrir une formation en français et une sensibilisation à la culture québécoise qui seront à la hauteur.

RECOMMANDATION N° 4 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec préconisent et fournissent des ressources pour renforcer l'enseignement en français dans le continuum du secteur de l'éducation en anglais et soutenir des initiatives permettant le développement d'interactions et de relations positives entre les élèves francophones et anglophones.

17 Maria Popica, *Apprentissage collaboratif interculturel en classe de français langue seconde*, 2020.

18 Philippe Gagné et coll., « Cultural Mediation Pedagogy and Its Ability to Enable Bridge-Building Between Two Coexisting Groups That Do Not Meet », 2019.

19 Ibid.

20 Sara Rubenfeld et coll., « Second Language Learning and Cultural Representations », 2006.

Question 7 : Compte tenu des caractéristiques uniques de la région métropolitaine de Montréal et de la région de l'Outaouais, quelles sont les mesures porteuses pour assurer la pérennité et l'avenir de la langue française?

La région métropolitaine de Montréal et la région de l'Outaouais sont uniques en raison de leur diversité culturelle et linguistique. Afin d'assurer la vitalité de la langue française dans ces régions, nous pensons qu'il serait bien de mettre cette diversité à profit en valorisant le multilinguisme des anglophones et des allophones ainsi que les registres informels du français des générations montantes. Cela peut se faire par l'éducation inclusive, un sujet récemment traité dans un numéro spécial de la revue scientifique *Recherches en éducation*²¹. La recherche démontre que le système éducatif québécois est malheureusement en retard par rapport à ce qui se fait ailleurs²², mais précise plusieurs pistes pour y remédier.

Il y a un consensus scientifique sur les nombreux avantages cognitifs liés au multilinguisme. Ces avantages incluent une meilleure capacité d'attention, de résolution de problèmes et de prise de décisions ainsi qu'une plus grande flexibilité mentale. Les enfants qui parlent plusieurs langues s'adaptent mieux aux changements dans leur environnement, et les personnes âgées multilingues sont moins susceptibles de subir un déclin cognitif²³.

L'éducation inclusive – en valorisant le multilinguisme des élèves – permet à la fois l'acquisition du français et le développement d'une identité positive en lien avec cette langue. Les approches pédagogiques translangagières, développées et mises en pratique au pays de Galles, encouragent les élèves à mobiliser leurs différents répertoires linguistiques, ce qui favorise davantage l'acquisition et la rétention de la langue galloise comparativement à des approches qui tentent de réprimer l'usage de l'anglais²⁴. Plus près de chez nous, la professeure Chantal Mayer-Crittenden propose d'adopter cette approche dans les écoles francophones hors Québec afin de favoriser l'attachement au français²⁵.

21 Marie-Odile Magnan et coll., « Inclusion en contexte de diversité ethnoculturelle : pratiques institutionnelles et points de vue des apprenants sur leurs expériences scolaires », 2021.

22 Julie Larochelle-Audet et coll., « Comparative and Critical Analysis of Competency Standards for School Principals », 2019.

23 Viorica Marian et Anthony Shook, « The Cognitive Benefits of Being Bilingual », 2012.

24 Enlli Môn Thomas et coll., *Translanguaging: A quick reference guide for educators*, 2022.

25 Chantallya Louis, « "Le translangage", un concept à intégrer dans les écoles francophones hors Québec? », 2022.

Malgré ces recherches, le CSSDM applique toujours une politique de 2009 axée sur « l'unilinguisme français dans ses activités », y compris dans les interactions privées entre les élèves²⁶. Selon la chercheuse Françoise Armand, professeure à l'Université de Montréal, ce genre de politique va à l'encontre de la recherche menée au cours des 50 dernières années. Dans cette optique, les enseignants doivent plutôt être formés pour créer un environnement d'apprentissage inclusif. Armand affirme que « [L]es enseignants curieux des langues des enfants vont créer un climat qui permet de décrier le français comme langue de scolarisation » et ainsi favoriser une identification à la langue²⁷.

Une approche inclusive des langues prend également en compte les attitudes envers les registres informels du français québécois utilisés notamment par les jeunes à Montréal. Les recherches d'Anne-Marie Beaudoin-Bégin mettent en évidence qu'en linguistique, il n'y a pas de « bon » ni de « mauvais » français, mais plutôt des variétés et des registres différents qui évoluent avec le temps. Par exemple, **il est possible de valoriser les registres informels de la langue québécoise, qui sont parfois truffés d'expressions colorées dérivées de l'anglais, sans renoncer à enseigner un français plus formel à utiliser dans d'autres situations.** Selon Beaudoin-Bégin :

L'insécurité linguistique québécoise, en plus d'être un sentiment toxique qui nuit à la définition identitaire globale, met la langue française en danger au Québec. Les jeunes peinent à se retrouver dans ce français sur-corrigé et sur-surveillé, duquel on tente de bloquer l'évolution, de peur qu'elle le corrompe. [...] [Si] les jeunes se tournent tant vers l'anglais, c'est, entre autres, parce qu'ils en ont marre de se faire dire qu'ils parlent une langue pauvre culturellement. Le déclin du français, si déclin il y a, n'est pas causé par le franglais [...] [mais] il pourrait bien être causé par la saturation des cris, par la fatigue généralisée causée par la constante condamnation des changements en cours²⁸.

En somme, afin d'assurer la vitalité du français au Québec, il convient de promouvoir des approches inclusives à l'égard des différentes langues et des diverses variétés du français québécois lorsqu'on enseigne le français formel.

RECOMMANDATION N° 5 :

Que le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec assurent la promotion du français de manière positive en valorisant le multilinguisme et les pratiques langagières des Québécois d'expression anglaise, des allophones et des jeunes afin de les encourager à demeurer des alliés du français. À cette fin, il est recommandé de fournir une formation aux enseignants des secteurs francophone et anglophone afin de les aider à créer un environnement d'apprentissage inclusif.

26 Commission scolaire de Montréal, *P2009-1 Politique culturelle et linguistique : Résolution IV du Conseil des commissaires extraordinaire du 22 juin 2009*, 2009.

27 Lisa-Marie Gervais, « L'école 100 % francophone, un raccourci dangereux? », 2012.

28 Anne-Marie Beaudoin-Bégin, *La langue affranchie : se raccommode avec l'évolution linguistique*, 2017.

Besoins de recherche

Ces pistes de réflexion préliminaires doivent être approfondies par davantage de recherches scientifiques. Ainsi, il est primordial de financer des études visant à identifier les meilleures pratiques pour accroître la maîtrise du français au sein la minorité d'expression anglaise et favoriser une réelle adhésion au Québec. Les défis varient selon les régions de la province, que ce soit dans des zones unilingues isolées de la Basse-Côte-Nord, au sein de la communauté bilingue de la capitale nationale ou encore dans différents secteurs de l'île de Montréal où les profils socio-économiques et ethnoculturels varient considérablement. Chaque région requiert une approche qui lui est propre, laquelle doit être guidée par des données probantes.

Les recherches pourraient également se concentrer sur l'exploration des pratiques efficaces en matière d'éducation inclusive, les programmes de jumelage scolaire interculturels ainsi que les moyens de promouvoir le vivre-ensemble.

Ces recherches permettraient de mieux comprendre les enjeux et les obstacles spécifiques auxquels sont confrontés les membres de la communauté d'expression anglaise afin de bâtir une véritable alliance pour l'épanouissement du français.

RECOMMANDATION N° 6 :

Qu'afin de bâtir une véritable alliance pour l'épanouissement du français, le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française et, dans une plus large mesure, le gouvernement du Québec encouragent et, dans la mesure du possible, soutiennent la création et la diffusion de recherches sur les sujets suivants : les meilleures pratiques pour accroître la maîtrise du français au sein de la minorité d'expression anglaise à travers le Québec; les pratiques efficaces en matière d'éducation inclusive; les programmes de jumelage scolaire interculturels; et les moyens de promouvoir le vivre-ensemble.

Conclusion

Selon nous, il est essentiel que cette discussion ouverte sur le statut et l'avenir de la langue française au Québec tienne compte des réalités de l'importante communauté anglophone. Dans notre réflexion et nos recommandations, nous encourageons des interprétations qui, nous l'espérons, ajouteront de la nuance et de la profondeur à la discussion tout en favorisant la cohésion sociale entre les minorités et la majorité.

Environ un Québécois sur huit fait partie de la communauté d'expression anglaise de la province. Bien qu'il s'agisse d'une communauté hétérogène, la grande majorité de ses membres parle également français et aspire à être considérée comme faisant partie du « nous » québécois. Cette communauté est une alliée – peut-être une alliée insoupçonnée selon certains – dans la lutte pour la promotion du français au Québec.

Nous espérons sincèrement qu'en partie grâce au présent mémoire, le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française sera en mesure d'élaborer des politiques et des décisions fondées sur des données probantes qui assureront une plus grande vitalité du français au Québec, et ce, en tenant compte des intérêts des anglophones et de leurs institutions.

Bibliographie

- ARSENAULT MORIN, Alex, et Vincent GELOSO. « Multilingualism and the decline of French in Quebec », *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, [En ligne], vol. 41, no 5, 27 mai 2020, p. 420-431. [<https://doi.org/10.1080/01434632.2019.1676250>].
- ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC. « Journal des débats de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications : Audition des mémoires sur le projet de loi n° 1 - Charte de la langue française au Québec », [En ligne], vol. 19, n° 137, 28 juin 1977. [<https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/ceacc-avant-1984-31-2/journal-debats/CEACC-770628.html>] (Consulté le 17 avril 2023).
- BEAUDOIN-BÉGIN, Anne-Marie. *La langue affranchie : se raccommode avec l'évolution linguistique*, Montréal, Éditions Somme toute, 2017.
- CIAMARRA, Nadine, Patricia LAMARRE, Patrick DONOVAN et Lorraine O'DONNELL. « Enjeux de l'éducation bilingue dans les écoles anglophones du Québec », Quebec English-Speaking Communities Research Network (QUESCREEN), 2021.
- COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL. *P2009-1 Politique culturelle et linguistique : Résolution IV du Conseil des commissaires extraordinaire du 22 juin 2009*, [En ligne], juin 2009. [<https://www.cssdm.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/PolitiqueCulturelleLinguistique.pdf>].
- CÔTÉ, Benoît, Patricia LAMARRE et Andry NIRINA RAZAKAMANANA. « Option-études Châteauguay : Bilan de l'impact à moyen terme d'un programme de scolarisation commune d'élèves du secteur francophone et du secteur anglophone, sur les rapports intercommunautaires et l'identité », *Minorités linguistiques et société = Linguistic Minorities and Society*, n° 7, 2016, p. 170-194.
- GAGNÉ, Philippe, Maria POPICA, Jaimie HOFFMAN, Patrick BLESSINGER et Mandla MAKHANYA. « Cultural Mediation Pedagogy and Its Ability to Enable Bridge-Building Between Two Coexisting Groups That Do Not Meet », *Strategies for Fostering Inclusive Classrooms in Higher Education: International Perspectives on Equity and Inclusion*, Bingley, England, Emerald Publishing, 2019, p. 49-65.
- GERVAIS, Lisa-Marie. « L'école 100 % francophone, un raccourci dangereux? », *Le Devoir*, [En ligne], 4 janvier 2012. [<https://www.ledevoir.com/societe/education/339523/l-ecole-100-francophone-un-raccourci-dangereux>].
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. « L'avenir de la langue française : Consultation pour alimenter la réflexion sur l'avenir de la langue française – Appel de mémoires », [En ligne], 2023. [<https://consultation.quebec.ca/processes/mlf-langue-francaise/f/166/?locale=en>] (Consulté le 17 avril 2023).
- Id. « L'avenir de la langue française : Consultation pour alimenter la réflexion sur l'avenir de la langue française – Présentation », [En ligne], 2023. [<https://consultation.quebec.ca/processes/mlf-langue-francaise?locale=fr>] (Consulté le 17 avril 2023).
- LAROCHELLE-AUDET, Julie, Marie-Odile MAGNAN, Maryse POTVIN et Emmanuelle DORÉ. « Comparative and Critical Analysis of Competency Standards for School Principals: Towards an Inclusive and Equity Perspective in Québec », *Education Policy Analysis Archives*, [En ligne], vol. 27, n° 112, 23 septembre 2019. [<https://doi.org/10.14507/epaa.27.4217>].
- LOUIS, Chantallya. « “Le translangage”, un concept à intégrer dans les écoles francophones hors Québec? » *ICI Radio-Canada*, [En ligne], 27 février 2022. [<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1864976/francais-translangage-minorite-linguistique>].
- MAGNAN, Marie-Odile, Geneviève AUDET et Xavier CONUS, éd. « Inclusion en contexte de diversité ethnoculturelle : pratiques institutionnelles et points de vue des apprenants sur leurs expériences scolaires », *Recherches en éducation*, [En ligne], n° 44, 2021. [<https://doi.org/10.4000/ree.3272>].
- MARCOUX, Richard, Jean-Pierre CORBEIL et Victor PICHÉ. « Le plurilinguisme des immigrants francophones que l'on ignore », *Le Devoir*, [En ligne], 3 mars 2023. [<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/783907/idees-le-plurilinguisme-des-immigrants-francophones-que-l-on-ignore>].
- MARIAN, Viorica, et Anthony SHOOK. « The Cognitive Benefits of Being Bilingual », *Cerebrum: the Dana Forum on Brain Science*, [En ligne], vol. 2012, no 13, 31 octobre 2012. [<https://dana.org/article/the-cognitive-benefits-of-being-bilingual>].

O'DONNELL, Lorraine, Patrick DONOVAN et Brian LEWIS. « Conclusion », *La Charte : La Loi 101 et Les Québécois d'expression Anglaise = The Charter: Bill 101 and English-Speaking Quebec*, version française, [En ligne], Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, p. 487-498. [<https://www.pulaval.com/libreacces/9782763754369.pdf>].

POPICA, Maria. *Apprentissage collaboratif interculturel en classe de français langue seconde*, [En ligne], Montréal, John Abbott College, 2020. [<https://mobile.eduq.info/xmlui/bitstream/handle/11515/37929/popica-apprentissage-collaboratif-interculturel-FLS-JAC-2020.pdf?sequence=2&isAllowed=y>].

PROVINCIAL EMPLOYMENT ROUNDTABLE (PERT). *Programmes de francisation de la main-d'œuvre au Québec : Évaluation des programmes de francisation de la main-d'œuvre québécoise*, [En ligne], 2022. [<https://pertquebec.ca/wp-content/uploads/2022/04/Evaluation-des-programmes-de-Francisation-de-la-main-doeuvre-quebecoise.pdf>].

PROVOST, Anne-Marie. « Le français poursuit son déclin au Québec comme au Canada », *Le Devoir*, [En ligne], 18 août 2022. [<https://www.ledevoir.com/societe/745935/le-francais-comme-langue-parlee-principale-poursuit-son-declin-au-quebec-et-au-canada>].

RUBENFELD, Sara, Richard CLÉMENT, Denise LUSSIER, Monique LEBRUN et Réjean AUGER. « Second Language Learning and Cultural Representations: Beyond Competence and Identity », *Language Learning*, vol. 56, n° 4, décembre 2006, p. 609-631.

RUDIN, Ronald. *The Forgotten Quebecers: A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985.

STATISTIQUE CANADA. *Tableau 15-10-0004-01 Population selon la connaissance des langues officielles et la géographie, 1951 à 2021*, [En ligne], 21 mars 2023. [<https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1510000401>].

Id. *Tableau 98-10-0170-01 Langue maternelle selon la première langue officielle parlée et la connaissance des langues officielles : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement*, [En ligne], 17 août 2022. [<https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=9810017001>].

Id. *Tableau 98-10-0178-01 Langue maternelle selon la connaissance des langues officielles : Canada, provinces et territoires et régions économiques*, [En ligne], 17 août 2022. [<https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=9810017801>].

Id. *Tableaux thématiques du Recensement de 2001 : Langue maternelle détaillée (80), connaissance des langues officielles (5) et sexe (3) pour la population, pour le Canada, les provinces, les territoires et les circonscriptions électorales fédérales (Ordonnance de représentation de 2003), recensement de 2001 – Données-échantillon (20 %)*, [En ligne], n° au catalogue 95F0339XCB2001009, 8 avril 2004. [<https://rb.gy/q67x6>].

THOMAS, Enlli Môn, et coll. *Translanguaging in the classroom: A quick reference guide for educators*, Aberystwyth University et Bangor University, pays de Galles, 2022. [<https://hwb.gov.wales/api/storage/c0e59e12-c1b7-48d4-b6f1-7354f6170ab5/translanguaging-in-the-classroom.pdf>].

URTNOWSKI, Karen, Lorraine O'DONNELL, Éric SHRAGGE, Anne ROBINEAU et Éric FORGUES. « Immigration, Settlement and Integration in Quebec's Anglophone Communities: A Preliminary Report », *Journal of Eastern Townships Studies = Revue d'études des Cantons-de-l'Est*, n° 38, 2012, p. 7-32.

VATZ-LAAROUSSI, Michèle. « Les communautés anglophones peuvent-elles constituer une part du capital d'attraction et de rétention des immigrants dans les régions du Québec? », *Canadian Diversity = Diversité canadienne*, vol. 8, n° 2, 2010, p. 55-59.

VOICE OF ENGLISH-SPEAKING QUÉBEC. « Newcomers Information », [En ligne]. [<https://veq.ca/newcomers/newcomers-information/>] (Consulté le 17 avril 2023).



RÉSEAU DE RECHERCHE SUR LES
COMMUNAUTÉS QUÉBÉCOISES
D'EXPRESSION ANGLAISE

Université Concordia
7141, rue Sherbrooke O., CC-219
Montréal (Québec)
H4B 1R6

514 848-2424, poste 4315
quescren@concordia.ca
WWW.QUESCREN.CA

